Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Le-gouvernement-la-droite-et-le

Le gouvernement, la droite et le MEDEF font mensonges communs

- Vie politique -

Date de mise en ligne : lundi 24 novembre 2014

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Un pilonnage idéologique tend à faire passer la France pour un pays en faillite et en gabegie de dépenses publiques : 2 000 milliards d'euros de dettes, plus de 30.000 euros par habitant. C'est la chasse aux économies et à la dépense publique et sociale. Ce sont les 11 milliards de baisse des dotations aux collectivités locales sur trois ans. C'est la Cour des comptes qui propose d'économiser 400 millions d'euros en ne remplaçant plus qu'1 départ à la retraite sur 3 dans les fonctions publiques, y compris dans les hôpitaux ! C'est la dénonciation de « l'assistanat » ainsi que du « coût du travail » et de la protection sociale. En bref, vous payez trop d'impôts, ce serait la faute aux pauvres et aux immigrés, lesquels en plus "fraudent"... Voilà en résumé ce qui se raconte du matin au soir dans l'essentiel des médias et des discours politiques ainsi que du Medef.

Les racines des difficultés sont pourtant toutes autres

Dividendes, rachats d'actions et circuits financiers captent une part croissante de la richesse produite. Pour les seuls dividendes, le taux de marge financière - part des dividendes dans la valeur ajoutée (richesse produite) - est passé de 2% au début des années 1980 à 14% en 2013.

Le rêve de monsieur Gattaz, c'est ce que vient de réaliser Wall Street, les dividendes et rachats d'actions - stériles économiquement : ni emploi, ni investissement, ni richesse produite - viennent d'atteindre 95% du résultat des entreprises cotées ! Il n'y a pratiquement plus rien pour le réinvestissement. Il ne faut pas s'étonner que les électeurs d'Obama n'aient rien vu de la « reprise économique ».....En France, pour le CAC40, ce taux a dépassé 80% en 2013.

Pillage de fonds publics

Aucun audit n'est réalisé du millefeuille d' « aides aux entreprises », qui dépasse 200 milliards d'euros, dont les 30 d'exonérations de cotisations, les 10 (qui deviendront 20 en 2015) du CICE, les 6 du Crédit Impôt Recherche,... Et les informations qui remontent pour le CICE par exemple, montre une inefficacité pour l'emploi et l'investissement.

L'action contre la fraude fiscale (50 milliards) et la fraude sociale (22 milliards dont 20 de fraude patronale aux cotisations !) reste limitée. Alors même que le taux d'Impôt sur les Sociétés a été abaissé de 50% à 33% en 20 ans. Et le taux réel est inférieur à 10% pour les grands groupes compte tenu des possibilités d' « optimisation fiscale »

Ce sont autant de gisements de milliards qui existent (ils ne sont pas à emprunter !) et qui pourraient être mieux utilisés. Mais évidemment, c'est plus difficile d'aller chercher et réorienter ces milliards-là, qu'en prendre 6 sur le dos des consommateurs en augmentant la TVA ou en économisant en gelant le point d'indice des salaires de la fonction publique. Et cela se paie par le chômage et la stagnation économique.

Quant au crédit, constatons seulement que la Banque Centrale Européenne s'apprête à réinjecter 1000 milliards d'euros (Le Monde daté des 7 et 8 novembre) dans l'Eurosystème, et prête aux banques commerciales à un taux directeur de 0,05% ! Mais elle ne prête toujours pas aux États, alors qu'un pays comme la France pourrait

Copyright © Le Vénissian

économiser plusieurs milliards d'euros sur les 45 milliards du « service de la dette » en se refinançant directement auprès de la BCE !

Il y a dans le pays une majorité de femmes et d'hommes qui refusent cette politique d'austérité. Les rassembler pour construire ensemble, c'est ce à quoi veut se consacrer le Parti communiste. D'autant que d'autres choix sont possibles. Nous ne sommes pas condamnés à l'austérité permanente et à l'insécurité sociale. Il faut mettre en oeuvre une politique qui parte des besoins sociaux, s'attaque aux inégalités et à la finance.

Copyright © Le Vénissian